

## Des fours sénégalais contre la déforestation

**Coopération** ▶ Dans le nord du Sénégal, une centaine de cuisinières fonctionnant à l'énergie solaire ont été fabriquées grâce au concours d'une association de soutien aux femmes, Solidarités St-Julien-St-Louis (SJSJL). Avec le soutien du Fonds 1%, financé par des dons de fonctionnaires internationaux genevois<sup>1</sup>, l'association française et ses partenaires sénégalais d'Arades et de Mère Rue misent également sur la formation de menuisiers.

Décédé au mois de novembre de l'année dernière à 66 ans, l'inventeur de ces fours solaires, Abdoulaye Touré, avait notamment été récompensé d'une médaille au Salon international de l'invention et de l'innovation de Koweït City en 2017. Infatigable dé-

fenseur des énergies renouvelables, ce directeur d'école à la retraite a mis au point une cuisinière capable de cuire des aliments à 200 degrés, ne nécessitant aucun combustible. Une invention porteuse d'espoir dans les régions du Matam et de Saint-Louis, contraintes d'utiliser le bois de chauffe avec ses conséquences dramatiques sur l'environnement et la santé de celles et ceux qui cuisinent.

Fabriqués au Sénégal, les fours développés par Abdoulaye Touré sont bon marché (environ 100 francs) mais solides, puisqu'ils sont conçus pour durer dix ans s'ils sont correctement entretenus. En 2019, deux fours avaient été acquis pour équiper une école à l'initiative de Mère Rue.

**Cette cuisinière peut cuire des aliments à 200 degrés et ne nécessite aucun combustible**

En 2020, la SJSJL est passée à la vitesse supérieure, ne formant pas moins de dix menuisiers qui, avec l'aide de la population de la région, ont construit une centaine de cuisinières solaires.

En principe, celles-ci peuvent être utilisées toute l'année, hormis pendant la saison des pluies qui dure une dizaine de semaines par an. À l'aide d'un système de double-vitrage, qui permet aux rayons du soleil d'être captés deux fois, il est possible d'y cuire des plats en moins de deux heures pour une vingtaine de personnes.

Ce projet arrivant à son terme, la présidente de la SJSJL, Geneviève Mulvey-Reday, tire un bilan positif: «Les femmes que j'ai rencontrées lors de mes derniers voyages au Sénégal se

sont montrées plus que réceptives à ces nouveaux appareils.» Rappelant que, dans la région, des bouses de vaches servaient encore il y a peu de combustibles lorsque le bois venait à manquer – une pratique source de maladies –, elle estime que cette alternative est d'ores et déjà un succès.

Aux côtés de l'Association pour la recherche action développement et environnement au Sahel (Arades), avec laquelle elle travaille, Geneviève Mulvey-Reday observe un regain d'intérêt pour ce type d'initiative: «On peut désormais revenir avec des projets concrets de développement, les gens ont repris confiance», se réjouit-elle.

TADEUSZ ROTH

<sup>1</sup>www.onepercentfund.net

Le futur Sommet sur l'alimentation est d'ores et déjà compromis, déplorent des centaines de mouvements sociaux et d'ONG, qui accusent les Nations unies de compromissions avec les lobbies

## Multinationales à la manœuvre

SERGIO FERRARI

**Alimentation** ▶ Le quatrième Sommet mondial de l'alimentation s'annonce sous les pires auspices, alors que les Nations unies multiplient les accords avec les multinationales, notamment à travers le Forum économique mondial (WEF) et un lobby de producteurs de pesticides. Un scénario qui scandalise les mouvements sociaux et les autres acteurs de la communauté internationale, en cette année cruciale pour l'avenir des systèmes alimentaires.

Selon ses organisateurs, le sommet, qui doit avoir lieu en septembre 2021 à New York, devrait contribuer à sensibiliser l'opinion publique à la crise alimentaire actuelle et, surtout, à faciliter les engagements et les actions au niveau mondial. Ceci non seulement pour éradiquer la faim, mais aussi pour réduire l'incidence des maladies liées à l'alimentation et protéger la planète. Aujourd'hui, bien que l'humanité produise davantage de nourriture que nécessaire, plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim.

### Le WEF en première ligne

Sous l'impulsion du CIP, plateforme internationale pour la souveraineté alimentaire<sup>1</sup>, quelque 550 mouvements sociaux et ONG ont écrit, à plusieurs reprises, au secrétaire général de l'ONU, António Guterres, pour demander la rupture du partenariat passé en juin 2019 avec le WEF en vue du sommet.

Pour la société civile organisée, une collaboration aussi étroite avec un organisme constitué par «les sociétés transnationales et les entreprises agroalimentaires qui tirent profit de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche industriels et sont responsables de la destruction des écosystèmes, de l'appropriation des terres, de l'eau et des ressources naturelles» rend illusoire la tenue d'un sommet équilibré.

Dans la lettre ouverte au secrétaire général de l'ONU, elle s'indigne également de la nomination d'Agnes Kalibata, prési-



Les petits paysans craignent que les multinationales, notamment productrices de pesticides, ne dominent les débats lors du prochain sommet onusien sur les systèmes alimentaires. KEYSTONE

dente de l'Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA), comme «envoyée spéciale pour le sommet», relevant que cette organisation a pour fonction de promouvoir l'agro-industrie.

Ces proximités sont jugées d'autant plus choquantes que les Nations unies ont elles-mêmes décrété en 2019 la Décennie de l'agriculture familiale (2019-2028). Une paysannerie, rappelle la missive, qui «produit plus de 80% de l'alimentation mondiale et devrait donc être au centre de ce sommet».

### Pollueurs décideurs

Mais le WEF n'est de loin pas le seul organe patronal ayant accaparé l'ONU à la veille de ces débats cruciaux. Le 2 octobre dernier, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO) annonçait un vaste

**La paysannerie qui «produit plus de 80% de l'alimentation mondiale devrait être au centre du sommet»**

partenariat stratégique avec Croplife International, une organisation regroupant les plus grands fabricants de pesticides au monde: BASF et Bayer Crop Science (Allemagne), Corteva Agriscience et FMC (Etats-Unis), Sumitomo Chemical (Japon) et Syngenta (Suisse). Ensemble, ces entreprises contrôlent 70% du marché.

Tout en défendant son accord avec Croplife, la FAO souligne son engagement dans la lutte contre l'utilisation des pesticides et insiste sur la nécessité de réduire leur impact. La FAO se dit particulièrement intéressée à bénéficier des connaissances de Croplife au niveau numérique. Cela pourrait devenir, selon l'organisation, «un véritable moteur pour la transformation des systèmes agroalimentaires». Un argument

supplémentaire qui alimente la méfiance et la critique à l'égard de ce partenariat stratégique.

La FAO reconnaît qu'elle vit un changement culturel et cherche de nouvelles stratégies pour, dit-elle, devenir une organisation plus dynamique, tournée vers l'avenir et ouverte à de nouvelles méthodes de travail et de collaboration. L'une de ses stratégies consiste précisément à établir des partenariats avec le secteur privé.

### Mobilisation

Pour le CIP, ce partenariat est tout aussi gênant. «La FAO doit rester un espace de confrontation multilatéral et neutre.» Elle ne peut pas être cooptée par des intérêts privés qui tentent de gagner de l'argent aux dépens de petits producteurs alimentaires, de consommateurs ainsi

que de communautés locales. Le réseau, qui rassemble et représente plus de 6000 organisations rurales et communautaires et 300 millions de personnes, promeut la souveraineté alimentaire au niveau mondial et régional. Un principe que l'ONU a d'ailleurs intégré dans ses textes, notamment dans la Déclaration des droits des paysannes et des paysans.

En décembre, Via Campesina, à l'origine de cette déclaration, a vivement réagi estimant le «sommet assiégé» et le concept de souveraineté alimentaire «en danger».

Peu avant, l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et de l'agriculture (UITA) et une dizaine d'ONG internationales, dont Les Amis de la terre, Public Eye et FIAN, avaient écrit à la FAO pour lui signaler l'aberration de vouloir «améliorer la sécurité» et défendre l'environnement par un usage raisonné des pesticides, en pactisant avec des sociétés dont un tiers des ventes concernent des pesticides reconnus comme dangereux<sup>2</sup>. Un courrier soutenu par des centaines d'organisations sociales et de nombreux scientifiques.

### La FAO dit sa bonne foi

Du côté de la FAO, on plaide la bonne foi. «L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture prend très au sérieux son mandat d'intermédiaire indépendant, neutre et honnête», a-t-elle assuré, en réponse à la lettre, sur son site internet<sup>3</sup>. Pour preuve, elle a publié l'intégralité de son accord avec Croplife. Pas sûr que cela suffise à rassurer! I

Traduction: Rosemarie Fournier  
Collaboration: BPZ

<sup>1</sup>foodsovereignty.org  
<sup>2</sup>publiceye.ch/fileadmin/doc/Pesticides/2020\_OpenLetter\_FAO-Croplife.pdf  
<sup>3</sup>fao.org/news/story/fr/item/1333921/icode

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du Courrier. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.